



COMMUNIQUÉ
Paris, le 18/03/2026

VANDALISME RECORD DES RADARS : « 40 MILLIONS D'AUTOMOBILISTES » DEMANDE LA TRANSPARENCE TOTALE SUR LES STATISTIQUES NATIONALES DE DÉGRADATION.

À la suite des révélations de l'Écho Républicain indiquant que l'intégralité des radars d'Eure-et-Loir a été dégradée au moins une fois en 2025 pour une facture de 400 000 €, « 40 millions d'automobilistes » réagit. Face à ce constat local alarmant, qui pourrait être le miroir d'une réalité nationale, l'association demande au gouvernement la publication des statistiques de dégradation en France, dénonçant une politique de sécurité routière inacceptable.

L'Eure-et-Loir, un ras-le-bol fiscal national ?

Avec une facture de 400 000 € de réparations pour un seul département, le système est entré dans une zone de rejet total. Pour l'association « 40 millions d'automobilistes », ce vandalisme n'est pas un acte isolé, mais la réponse à une politique qui a transformé la prévention en véritable machine à cash.

Si l'association ne cautionne pas les dégradations matérielles, elle souligne que ces actes sont le reflet d'un sentiment d'injustice profond ressenti par des millions de Français.

Pour Philippe Nozière, président de l'association « 40 millions d'automobilistes » : « Ce que nous voyons en Eure-et-Loir est le résultat d'un divorce consommé entre l'État et les conducteurs. Quand 100 % des radars d'un département sont visés, ce n'est plus du vandalisme marginal, c'est une révolte contre un système perçu comme illégitime. Le gouvernement ne peut plus se contenter de réparer les machines sans s'interroger sur l'inacceptabilité sociale de sa politique. ».

Un système fondé sur le piège plutôt que sur la sécurité

Les radars automatiques sont aujourd'hui perçus comme des « pompes à fric » plutôt que comme des outils de protection. L'association « 40 millions d'automobilistes » dénonce une stratégie nationale de répression dédiée à la collecte de contraventions, plutôt qu'à la sécurité routière.

En effet, la quasi-totalité des sanctions concernent des dépassements de moins de 5 km/h, transformant des citoyens honnêtes en délinquants routiers pour de simples erreurs d'inattention. Parallèlement, le positionnement des radars répond trop souvent à une logique de rentabilité, sans corrélation directe avec les zones les plus accidentogènes.

Pour rappel, malgré un parc qui frôle les 4 700 radars en 2025, la mortalité routière stagne autour de 3 200 morts par an depuis 10 ans. L'équation est simple : plus de radars et plus de recettes ne signifient pas moins de morts.

« 40 millions d'automobilistes » demande des comptes

Face à l'ampleur des vandalismes et au coût exponentiel des réparations, l'association « 40 millions d'automobilistes » demande au gouvernement la publication immédiate et une transparence totale des statistiques de dégradation des radars à l'échelle nationale.

Pierre Chasseray, délégué général de l'association « 40 millions d'automobilistes », martèle : « Il est temps que l'État cesse de masquer la réalité de ce rejet massif. Si la situation en Eure-et-Loir se généralise, cela prouve que le système a atteint son point de rupture. Nous demandons des comptes : l'argent des contribuables ne doit plus servir à entretenir un parc de radars dont les Français ne veulent plus et qui ne sauve pas de vies. La sécurité routière mérite mieux qu'une course au profit. »



www.40millionsdautomobilistes.com



@40MA - 40 Millions d'Automobilistes
@PChasseray - Délégué Général



@40millionsdautomobilistes51

➔ **À propos de "40 millions d'automobilistes"** : "40 millions d'automobilistes" est une association d'intérêt général, porte-parole des automobilistes raisonnables et défenseur de leurs intérêts. Elle est active tant sur le plan national qu'europpéen. Elle intervient dans l'ensemble des débats de fond liés à l'usage de l'automobile face aux grands enjeux sécuritaires et environnementaux, pour adapter et préserver ce facteur indispensable à la croissance économique et à la qualité de vie des ménages.